

Le vélo oui, l'avion, non !

Une vélorution en Béarn pour protester contre les nouveaux usages industriels de la forêt

Collectif Forêt Vivantes Pyrénées (anciennement TPMF-PLC)

31/05/2025



Samedi 31 mai a eu lieu en Béarn une première manifestation originale, co-organisée par le Collectif Forêts Vivantes Pyrénées et Pau à Vélo, contre les projets E-CHO, porté par Elyse Energy à Lacq, et BIOCHAR, porté par Miraia à Garlin. Une centaine de militants de la région ont parcouru 60 km aller-retour de Pau à Mourenx, choisissant un mode de transport zéro émissions pour protester contre ces nouveaux projets industriels au bilan environnemental catastrophique.

A 9h15 samedi matin, sous un ciel d'abord gris puis ensoleillé, ils sont montés sur leurs vélos Place de la Libération à Pau, armés de pompes à vélos et de courage. Habillés en vert, parés de branches et de coiffures fleuries, ils ont emprunté un parcours allant de Pau à Mourenx, avec une étape à Pardies, site d'implantation prévu pour deux usines d'E-CHO (eMLacq et BioTJet). C'était l'occasion de donner quelques éclaircissements sur les impacts du projet. *"On a fait cette vélorution pour défendre la forêt, faire prendre conscience aux gens de ce que signifieraient ces projets dans leur vie quotidienne, en passant devant les sites d'implantation convoités par Elyse Energy"* explique Solal Bordenave, membre de Forêts Vivantes Pyrénées. *"Ces projets ne font sens à aucun niveau. Tout ce que l'on demande à nos dirigeants politiques, c'est qu'ils deviennent enfin raisonnables !"*

Vers midi, les cyclistes militants sont arrivés à Mourenx, et ont déposé une gerbe devant la mairie pour symboliser la mort de la forêt. Un grand pique-nique festif a eu lieu à côté de la place du marché. Le retour s'est fait en flânant par la voie verte, avec une arrivée en fin d'après-midi. Florence Nunès, membre de Pau à Vélo, se dit "hyper contente" de cette journée et souligne la "belle synergie" entre les deux organisateurs. *"Pau à Vélo, avec son expérience d'organiser des vélorutions, rejoint Forêts Vivantes pour tout ce qui concerne les mobilités douces, car ça nous paraît complètement aberrant de brûler les forêts pour faire du bio-kérosène. Nous, on voudrait que les subventions aillent au vélo et pas à ce genre de projet."*

Le porteur du projet E-CHO, la start-up lyonnaise Elyse Energy, auparavant spécialiste du photovoltaïque et sans expérience antérieure dans l'hydrogène, a déjà bénéficié de €8 millions de soutiens publics pour les études de préféabilité. L'Etat vient d'accorder à quatre projets, dont E-CHO, €100 millions de subventions publiques via l'appel à projets Aéro Carb, pour financer la phase II (conception avancée) avant même la fin de la consultation publique sur la phase I du projet (ingénierie de base). Dans une tribune publiée le 11 mai, les portes paroles du Collectif FVP déploraient cette décision du gouvernement de court-circuiter une concertation publique, qui a pour effet d'affaiblir la CNDP, pourtant garante d'investissements responsables et bénéfiques pour l'ensemble des citoyens.¹ *"Je suis venu aujourd'hui pour dénoncer ces projets complètement ridicules, qui sont portés par des start-ups qui n'ont absolument aucune compétence dans le domaine et que finalement l'Etat - apparemment - a l'intention de financer,"* s'indigne Claude Goût, militant à ATTAC Béarn, 63 ans. *"Toujours tout pour la finance !"*

Les usages traditionnels, les emplois de la filière bois et les paysages de la région seront lourdement impactés, comme l'ont compris les élus du Pays Basque et de Billère, qui ont voté des motions contre E-CHO, le 29 mars et le 22 avril respectivement. Mais les élus du bassin de Lacq continuent à soutenir le projet, car on leur fait miroiter la création de 200 emplois sur site. *"J'ai honte de ce qui se passe ici sur le bassin. On nous raconte qu'on va créer des emplois, mais en fait on va couper les forêts pour fabriquer 1% du kérosène français, pour que des touristes puissent aller se balader en avion. Ce n'est pas possible !"* déplore Jean, 58 ans, participant à la vélorution. *"On espère que les élus vont comprendre la folie qu'ils sont en train de nous préparer, pour nos générations."*

Faisant suite à cette vélorution, une grande manifestation est prévue à Pau le 14 juin, organisée par le collectif Forêts Vivantes Pyrénées avec la participation d'autres collectifs et des ONGs nationales de protection de la forêt. Rendez-vous dès le matin au parc Lawrance pour un village associatif (possibilités de restauration sur place) et à 15h pour marcher tous ensemble pour défendre nos forêts !

Le contexte

Elyse Energy compte implanter une méga-usine à Lacq, qui, pour le moment, serait la seule en France à utiliser de la biomasse forestière - à hauteur de 500 000 tonnes par an - pour produire du e-« bio »-kérosène. Le projet BIOCHAR

¹ <https://www.latribune.fr/idees/tribunes/opinion-nous-avons-besoin-de-la-commission-nationale-du-debat-public-1024262.html>

de Miraia à Garlin serait également une première : plutôt que d'utiliser des déchets pour produire du charbon végétal, Miraia prévoit une récolte de 120 000 tonnes de bois par an dans les forêts de la région. Au lieu de « décarboner », ces projets contribueront à augmenter les GES dans l'atmosphère en détruisant le premier puits de carbone terrestre, les forêts. Du greenwashing ! Or, pour récolter au total 620 000 tonnes par an de bois, ces start-ups devront nécessairement travailler avec des entreprises de sylviculture industrielle. Celles-ci pratiquent des coupes rases, défrichant entièrement les parcelles et détruisant le sol forestier, la biodiversité et l'écosystème forestier, aux multiples services indispensables à la vie.

Le Collectif FVP, qui compte à présent 71 associations opposées aux nouveaux usages industriels de la biomasse forestière, a pointé les faiblesses des plans d'approvisionnement, basés sur un mythe selon lequel du bois reste disponible dans le Sud-Ouest, alors que les experts de l'ONF et de la filière bois tirent la sonnette d'alarme depuis plusieurs années, la mortalité des arbres ayant doublé en dix ans. Lors du deuxième comité de suivi d'E-CHO en décembre, le représentant de la FiBois Nouvelle Aquitaine, Joel Delas alertait sur le fait qu'en 2022 déjà, la production suffisait tout juste à satisfaire les besoins existants. Où trouver alors la biomasse forestière, trop simplement perçue comme "renouvelable", que nécessiteraient tous les nouveaux projets industriels dans la région ? Les plus importants projets affichent des besoins en bois d'environ 3 millions de m³/an - E-CHO (500 000 m³), BIOCHAR (120 000 m³), Swiss Krono (1 000 000 m³), Ryam à Tartas (400 000 m³)....

Les réponses des dirigeants des deux entreprises, qui comptent s'implanter en Béarn, restent vagues et changeantes. Les plans d'approvisionnement des deux entreprises ne tiennent pas compte de l'impact du réchauffement climatique sur la ressource bois, oubli majeur pointé par les experts du cabinet SOLAGRO lors du comité de suivi d'E-CHO. Tandis qu'Elyse Energy parle maintenant de récolter une partie du bois nécessaire en Espagne ou au Portugal (dont les forêts sont encore plus impactées par le changement climatique), le plan d'approvisionnement de Miraia se fonde sur un potentiel de bois qui n'existe que sur le papier. Le bois des parcelles visées n'est pas accessible (zones de montagne), son exploitation est trop coûteuse et il manque les bûcherons pour y travailler.

Globalement, pour les deux projets, les forêts les plus proches sont aussi les plus difficiles à exploiter. Les gisements restant disponibles sur les 9 départements alentour se situent majoritairement en zone d'exploitation moyenne à difficile. Quant au bois mort, parfois cité comme une ressource possible - outre le fait qu'il sert d'habitat pour la faune et que sa décomposition est essentielle pour la constitution du sol forestier² - sa récolte devra être rapide, dispersée sur de grandes surfaces, avec des coûts d'exploitation exorbitants.

Il apparait donc clairement que la ressource bois convoitée par ces projets n'est pas disponible, et que sa récolte engendrera des conflits d'usage majeurs, des dommages pour l'environnement et une dégradation de la qualité de vie en Nouvelle Aquitaine.

Contact presse : Jeanne Ophuls,

Tél : 07 84 71 66 86,

Mail : presse@foretsvivantes-pyrenees.fr

Site : <https://foretsvivantes-pyrenees.fr/presse-dossiers-et-communiques/>

² <https://www.onf.fr/vivre-la-foret/%2B/2be::toutsavoirsurlesforets-pourquoi-trouve-on-du-bois-mort-en-foret/>